



Proalcool mondial: bénéfices privés et coûts sociaux croissants

Par [Guilherme C. Delgado](#)

Mondialisation.ca, 24 septembre 2007

[À l'Encontre](#) 24 septembre 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Créé en 1973, au lendemain du premier choc pétrolier, le programme national brésilien ProAlcool a cherché à développer un carburant alternatif à travers la promotion de l'alcool de canne à sucre comme substitut au pétrole. Analyse de ses soubassements sociaux au moment de sa projection mondiale. (Réd. À l'Encontre)

Après la visite du président Bush au président Lula au début de cette année 2007, les discussions autour de la substitution de la consommation d'essence par l'éthanol dans le système automobile nord-américain ont fait la une des journaux. Ainsi, l'ancien programme Proalcool brésilien a obtenu le statut de modèle international. Pourtant la vraie nature politico-économique du Proalcool brésilien n'apparaît pas dans les grands médias sous les couleurs réelles des relations économiques et sociales que celui-ci produit et reproduit. En effet, la discussion est en général biaisée par une vision marchande strictement privée, alors qu'en réalité c'est bien le coût social de l'option «Brésil, grande cannaie» [plantation de canne à sucre] qui constitue le problème grave qui nous est posé actuellement.

Le passage d'un Proalcool brésilien à un «Proalcool mondial» représente une transition d'une ampleur énorme, fondée sur la rareté permanente du pétrole et l'hypothèse selon laquelle l'alcool serait le meilleur substitut mondial à l'essence. Dans ce contexte, le Brésil est censé disputer – avec il est vrai beaucoup d'avantages de son côté – la place de méga-fournisseur de la consommation automobile nord-américaine et européenne. Quant à l'argument supplémentaire de la consommation écologiquement propre, il est comme tombé du ciel dans la main des idéologues du «Proalcool mondial».

Mais si nous choisissons de mettre à nu les traits de ce «Proalcool mondial» afin de pouvoir mieux en examiner la véritable nature, il est nécessaire d'aller au cœur de la question: quelle est la nature des relations avec le travail, avec la terre et avec l'environnement que l'économie de la canne à sucre produit et reproduit chaque année ? Et dans l'hypothèse où la production d'alcool entrerait dans le mode de consommation courant de l'automobile au niveau mondial (et au rythme désiré par les idéologues de l'agronégoce), alors toutes ces implications pourraient être multipliées par cinq ou dix en peu d'années.

Il ne s'agit pas dans cet article de faire une analyse des conséquences de cette option sur le prix des aliments ou sur l'environnement, ni d'analyser les conséquences économiques qu'aurait pour le Brésil une telle spécialisation dans le Proalcool. Mais il s'agit plutôt de faire une brève description de la manière dont cette industrie produit des effets sur le marché du travail dans le secteur de l'industrie de l'alcool de canne à sucre et d'alerter sur l'un des

deux coûts sociaux que l'option «Brésil, grande cannaie» entraîne.

Entre 2000 et 2006 déjà, dans l'élan de la nouvelle politique de change (durant le second mandat de Fernando Enrique Cardoso entre 1999-2002) et dans le cadre de l'encouragement à l'expansion du secteur de l'industrie d'alcool de canne à sucre, la surface totale consacrée à la culture de la canne passe de 5,0 millions d'hectares à 7,04 millions hectares (pour la récolte 2007-2008). Pendant la même période, la production physique a augmenté de 38%, alors que l'emploi total de la force de travail a diminué de 28% (de 2000 à 2003), selon les sources du PNAD-IBGE [Enquête nationale sur le relevé de population - Institut Brésilien de statistique et de géographie].

Le plus grave, c'est que sur la même période, on observe sur le marché du travail de la canne une véritable explosion épidémique, avec une élévation significative des maladies liées au travail qui sont passées de l'indice 100 en 2000 à 275 en 2005. Cela est dû essentiellement à l'incidence des maladies ostéomusculaires provoquées par les journées de travail excessives que l'économie de la canne impose à une population qui n'a pas de choix quant au travail (Source des données primaires - Recherches sur les Rentes pour Incapacité faites par l'Institut de Recherche Appliquée IPEA et le Ministère de la Prévoyance Sociale).

Autant dans l'économie du travail que dans le système environnemental ou le prix des aliments, il y a des coûts sociaux évidents (non pris en compte dans le calcul économique privé) qui sont imposés par l'expansion de l'industrie de la canne, en l'absence de volonté de la part des propriétaires fonciers d'assumer leur fonction sociale. Pour ces derniers, seuls les bénéficiaires privés et de plus en plus concentrés comptent.

Renforcer ce modèle, en l'élevant à la puissance x, ne développe pas le pays, mais au contraire en approfondit les inégalités. Malheureusement, cet argument des coûts sociaux croissant n'est pas arrivé jusque dans l'espace étatique ni dans les sphères qui dominent l'économie - aussi à l'échelle des secteurs que de l'exportation. Ils continuent à formuler leurs politiques respectives selon l'optique strictement privée de l'agronégoce. (Trad. A l'encontre)

(20 septembre 2007)

Guilherme C. Delgado, économiste à l'IPEA [Institut de Recherche Appliquée - cité plus haut dans le texte - est membre de la Commission Brésilienne de Justice et Paix.

La source originale de cet article est [À l'Encontre](#)
Copyright © [Guilherme C. Delgado](#), [À l'Encontre](#), 2007

Articles Par : [Guilherme C. Delgado](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca